

Si l'on considère la situation mondiale, le chômage constitue aujourd'hui un symptôme de dépression. Je m'en rapporte au témoignage de deux bons spécialistes en la matière et, qu'il me soit permis de le dire, la CCF ne crie pas ici "Au loup"! J'ai par devers moi un extrait de la *Gazette* de Montréal, numéro du 4 décembre 1952, lequel se lit comme suit:

L'Association des importateurs et des commerçants du Canada, qui groupe 400 maisons d'importation canadiennes, a exprimé aujourd'hui ses craintes de voir survenir une dépression mondiale, et cela peut-être d'ici deux ans.

On a déjà exprimé cette opinion en 1952, et l'on prédisait alors que les signes avant-coureurs de la dépression se feraient sentir en 1954. Le second extrait que j'ai en mains vient d'une source qui devrait faire autorité. Il est tiré du *Globe and Mail* du 7 mai 1953, et se lit comme il suit:

M. Thomas Oakley, ancien président de l'Association, a déclaré que certains pays du monde occidental diminuent leurs dépenses aux fins de la défense. Ceci aura pour effet de provoquer le fléchissement du commerce mondial, cause première des crises économiques.

Tout comme d'autres membres de notre parti, j'aborde la question non du point de vue du chômage pur et simple, mais bien en considérant les résultats ultimes du chômage, si l'on ne remédie pas à la situation. J'ai aussi en mains un extrait d'un article paru récemment dans un journal d'Ottawa. La déclaration citée émane de monseigneur Coady de l'Université Saint-François-Xavier s'adressant, en février de cette année, à la coopérative des consommateurs de Kansas-City. Il a alors dit entre autres choses:

Les guerres, de l'espèce chaude ou froide, résultent d'une concurrence éfrénée entre de puissants intérêts industriels et il y a peu d'espoir de les voir jamais finir. A dire le vrai, il semble maintenant qu'un état de guerre ou une menace continue de guerre soit devenu le soutien indispensable de l'économie édifiée par un capitalisme sans frein.

Cette analyse n'a pas été faite par un cécé-fiste mais par une personne au jugement sain et sensé. (*Exclamations.*) Les membres du parti cécé-fiste ne sont pas considérés, je suppose, comme des personnes à l'esprit sain et sensé. En réalité, M<sup>sr</sup> Coady s'est rendu aux Nations Unies afin de donner une conférence aux organismes qui s'y occupent des questions sociales et économiques. Devant pareilles déclarations de la part de telles personnes nous pouvons, je crois, convenir, si nous examinons la situation actuelle sans idée préconçue, que l'honorable représentant de Vancouver-Quadra (M. Green) a présenté la situation de façon très pondérée et n'a proposé aucune recommandation. Si le ministre du Travail (M. Gregg) dans la mesure où ses fonctions le lui permettent, a assez bien réussi à ratio-

naliser le problème, il n'a proposé de solution; qu'on me permette d'ajouter qu'il est indifférent que le nombre des chômeurs s'élève aujourd'hui à 300,000 ou à 600,000. En tout cas, le problème est grave. Il le serait même si une seule personne était en cause. C'est ce que souligne clairement l'auteur d'un article paru samedi dans un journal d'Ottawa, sous le titre: "Heureux dans leur appartement jusqu'à ce que leurs comptes s'accroissent". Il s'agit d'un jeune homme qui, chassé de son logement, tue sa propriétaire. Il est en chômage. Une seule personne est en cause dans l'affaire, mais la situation est grave. Elle est grave, qu'elle atteigne une personne, ou 300,000 ou 600,000 personnes qui, au réveil, ne savent pas où elles trouveront à manger.

Le ministre du Travail nous a dit, au cours de son exposé, que son ministère surveille de près la situation. Toutefois, le problème est beaucoup plus grave que le ministre du Travail ne veut le reconnaître ou que ses conseillers sont prêts à le lui signaler par écrit. Voici une nouvelle de Washington d'après laquelle le nombre des chômeurs s'élève maintenant à 2 millions et demi aux États-Unis; d'après une autre nouvelle 10 p. 100 seulement de l'effectif ouvrier des provinces Maritimes ont aujourd'hui du travail. Mais qu'est-ce que les États-Unis viennent faire là-dedans, dira-t-on peut-être. Cela importe beaucoup, car tout ce qui arrive sur le plan économique dans ce pays ne peut, qu'on le veuille ou non, manquer de se faire sentir chez nous. Notre économie est assez étroitement liée à celle du pays voisin et lorsque 10 ou 11 p. 100 de nos ouvriers sont en chômage, la situation est grave.

Lorsque la Commission économique des Nations Unies a résumé le problème l'an dernier, elle a conclu que, quand le nombre des chômeurs dépasse 5 p. 100 de l'effectif global de la main-d'œuvre, il faut absolument prendre des mesures, non pas se contenter de désigner une commission ou d'expliquer la situation en se fondant sur des chiffres, mais prendre des mesures propres à abaisser le nombre des chômeurs et à leur assurer la puissance d'achat. Autrement, les difficultés ne tarderont pas à surgir.

Nous nous rendons compte pour la plupart, je crois, bien qu'il nous répugne de le dire, que le Canada et les États-Unis passent actuellement par la deuxième phase de la guerre froide, guerre qui s'attaque directement au continent nord-américain. Après 1945, lorsque nos anciens alliés ont décidé de faire bande à part et de ne poursuivre qu'un seul objectif, la conquête du monde, ils ont dressé un programme qu'ils sont en voie de mettre en œuvre. Ce programme vise à favoriser la révolution nationale et à nous engager à affecter des sommes énormes à la défense